JUGEMENT
n°11 du
17/01/2023

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

*Le tribunal de commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du dix-sept janvier deux mille vingt-trois, tenue au palais dudit tribunal par Monsieur **ADAMOU ABDOU ADAM**, Vice-président du Tribunal, **Président**, en présence des Messieurs **Oumarou Garba** et de **Aichatou Abdou Issoufou**, tous deux juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de Maître **Nafissatou Djika**, greffière, a rendu le jugement dont la teneur suit :*

ENTRE

SOCIETE INTERNATIONALE DU MATERIEL ET DES SERVICES (SIMS) SARL, dont le siège social est à Niamey, Quartier Plateau, RCCM NI - NIA- 2017-B-1396, agissant par l'organe de son Directeur Général **DJABAR MOHAMED MOHAMOUD**, assisté de la **SCP JURIPARTNERS**, Avocats associés, Boulevard Mali Béro, en l'étude duquel domicile est élu

D'une part ;

ET

1 La Banque Sahélo Saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC NIGER S A), Société Anonyme au capital de 11.000.000.000 F CFA ; ayant son siège à Niamey, 34 Avenue Gountou Yéna, Niamey Bas Plateau, BP 1248 Niamey, RCCM NI-NIM-2004-B-452, Tel 207399 01/02/04, agissant par l'organe de son Directeur Général ; assistée de la **SCPA Mandela**, Avocats associés, au siège de laquelle domicile est élu pour les présentes ;

2 ORABANK NIGER, Succursale de ORABANK Côte d'Ivoire, Société Anonyme au capital de 44.443.750.000 F CFA ; ayant son siège social à Niamey, Avenue de l'Amitié, BP : 10.584 Niamey, prise en la personne de son Directeur Général, assisté de la **SCPA BNI**, au siège de laquelle domicile est élu ;

3 SAHEL BTP SERVICES, Entreprises Individuelle, immatriculée au registre du Commerce, RCCM NI-NIA-2019-A-211, ayant son siège social à Niamey, prise en la personne de son promoteur,

Moussa Adamou Youssouf, assisté de **Me Ahmed Mamane** en l'étude duquel domicile est élu ;

D'autre part ;

LE TRIBUNAL

FAITS ET PROCEDURE :

Par acte d'huissier de justice en date du 28 Juillet 2022, la Société Internationale du matériel et des Services SIMS SARL, a fait servir assignation à la Banque Sahélo Saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC NIGER S A), ORABANK NIGER et Sahel BTP SERVICES à comparaitre devant le tribunal de commerce de Niamey, pour :

- ***En la forme***
- ***Constater la régularité des recours du porteur ;***
- ***Au fond***
- ***S'entendre condamner la BSIC et ORABANK au paiement de la somme de 25.933.000 F CFA au profit de la SIMS ;***
- ***Déclarer inopposable les procédures de compensation du système interbancaire au client ;***
- ***S'entendre condamner la BSIC et ORABANK solidairement à payer la somme de 50.000.000 F CFA en guise de dommages intérêts pour préjudices occasionnés à la SIMS ;***
- ***S'entendre constater la bonne foi de la société SIMS.***

La société SIMS expose qu'elle reçut de son partenaire d'affaire la société SAHEL BTP un chèque de 25.933.000 F CFA régulièrement porté sur son compte n°021232100112/53 logé à la BSIC ;

Pour lui empêcher d'opérer des retraits sur son compte, explique la requérante, elle s'est vue opposée par la BSIC, une erreur au niveau de la compensation bancaire avec ORABANK ;

Afin de faire la preuve d'un tel refus, elle avait requis un huissier de justice qui dût constater à son tour l'indisponibilité de son compte ;

SIMS invoque les dispositions de l'article 93 du règlement n°15/2002/CM/UEMOA relatif aux systèmes de paiement « le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et autres obligés, si le chèque présenté dans le délai prévu à l'article 81... n'est pas payé et si le refus de paiement est constaté par acte authentique (protêt) » ; Qu'ayant agi conformément à la disposition communautaire sus visée, SIMS plaide le constat de la régularité du recours exercé contre la BSIC ;

Elle réclame en outre, sur le fondement de l'article 98 dudit règlement UEMOA, le paiement du montant du chèque non payé relevant à cet effet la solidarité de toutes les parties obligées en vertu du chèque ;

SIMS conclut par ailleurs, à la mauvaise foi de BTP Sahel pour n'avoir pas apporté son concours lors de la vérification du chèque ;

Dans des conclusions d'instance en date du 8 septembre 2022, la BSIC reprenant les faits de l'espèce, justifie sa carence par la demande de ORABANK NIGER du renvoi des fonds pour défaut de provision sur le compte de SAHEL BTP, le tireur ; Elle s'y exécuta alors, à bon droit, argue-t-elle.

Sur le fondement de l'article 135 du code de Procédure civile, la BSIC invoque la nullité de l'assignation, en même temps qu'elle soulève les fins de non-recevoir tirées de l'absence de protêt, la prescription de l'action de SIMS, avant de conclure à l'absence même de fondement à l'action du demandeur ;

Qu'elle crut devoir aussi, solliciter reconventionnellement, la condamnation de SIMS au paiement de la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages intérêts pour procédure malicieuse et vexatoire ;

ORABANK NIGER quant à elle, à travers ses conclusions d'instance du 10 septembre 2022, invoque au principal le défaut de qualité du demandeur ; au fond, et à titre subsidiaire, elle conclut au rejet de toutes les demandes, fins et conclusions de SIMS. Elle se porte aussi demandeur reconventionnel et sollicite la condamnation de SIMS au paiement à son profit de la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages intérêts pour procédure abusive et vexatoire ;

Pour SIMS par contre, le rejet de toutes les exceptions et fins de non-recevoir formulées à son encontre s'impose en raison d'une lecture biaisée de ses adversaires des dispositions des articles 2 et 323 AUSC, 135 du code de Procédure civile ;

Pour elle en effet, l'erreur relative à la dénomination d'une partie dans un acte de procédure est un vice de forme ne pouvant entraîner la nullité que sur

justification d'un grief et par conséquent les termes de l'article 135 du code de Procédure civile ne peuvent recevoir application ;

Par rapport aux articles 2 et 323 AUSC/GIE, SIMS SARL admet et concède aux défendeurs que si le dirigeant légal d'une Sarl est incontestablement un gérant, le manquement à une telle exigence n'a cependant pas pour effet d'annihiler son assignation, mais de déclarer non écrites les clauses consacrant l'appellation de Directeur Général aux organes dirigeants de la SARL et procéder par suite à leur rectification ; Qu'ainsi, le défaut de pouvoir de représentant légal n'induit aucune nullité de l'assignation dès lors que les pouvoirs de représentant légal ne souffrent d'aucune contestation ;

Sur l'irrecevabilité de son action tirée de l'absence de protêt, SIMS invoque les dispositions de l'article 84 du règlement UEMOA pour affirmer que le tiré doit payer même après l'expiration du délai de présentation lorsque la provision existe ;

Ensuite, pour faire la preuve de la régularité de son action pour avoir été exercée dans les délais prescrits, SIMS convoqua les dispositions de l'article 109 du règlement UEMOA d'après lequel « l'action du porteur du chèque contre le tiré se prescrit par trois ans à partir de l'expiration du délai de présentation... » ;

Son assignation ayant été introduite le 30 mai 2022 ne pouvait être frappée de prescription d'autant que le chèque a été présenté le 11 mars 2020 ;

Sur les questions de fond, SIMS plaide le bien-fondé de son action contre SAHEL BTP et des demandes de dommages intérêts contre la BSIC, ORABANK. Elle invoque l'article 1382 du code civil au soutien de son dédommagement en insinuant du caractère malicieux de la demande reconventionnelle de ses adversaires ;

Le 4 novembre 2022, la BSIC répliqua à nouveau à SIMS, réitérant le bien fondé de ses précédentes écritures et concluant au rejet de toutes les demandes de la requérante en même temps sa condamnation au paiement de dommages intérêts ;

DISCUSSION

EN LA FORME

Les parties étant représentées par leur conseil respectif, il échet de statuer contradictoirement à leur égard ;

SUR LA NULLITE DE L'ASSIGNATION

Attendu que la BSIC sollicite la nullité de l'assignation sur le fondement de l'article 135 du code de Procédure civile ;

Qu'aux termes de ce texte « Constituent des irrégularités de fond affectant la régularité de l'acte :

- ✓ *Le défaut de capacité du requérant ou du destinataire de l'acte ;*
- ✓ *La violation des règles fondamentales qui tiennent à l'organisation judiciaire, notamment celles fixant la compétence territoriale des huissiers de justice ;*
- ✓ *Le défaut de capacité ou de pouvoir d'une personne assurant la représentation d'une partie en justice.*

Attendu de plus qu'aux termes de l'article 323 AUSC/GIE « *la société à responsabilité limitée est gérée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non* »

Qu'une lecture combinée des dispositions sus citées permet aisément de conclure au défaut de pouvoir du Directeur Général de SIMS Sarl ;

Qu'il résulte en effet de l'assignation du 28 Juillet 2022 que c'est par l'organe de son Directeur Général DJABAR MOHAMED MAHAMOUD, que SIMS Sarl introduisit la présente Instance.

Attendu que la société internationale de Matériels et de Services SIMS est une société à responsabilité limitée, qui au regard de la loi OHADA, est dirigée par un gérant ;

Que ne pouvant déroger aux dispositions de l'AUSC/GIE (Article 2 AUSC/GIE), les statuts de la SIMS, consacrant le Directeur Général comme organe de gestion sont réputés non écrites ;

Qu'il s'en suit dès lors, que dépourvu de pouvoir pour ce faire, l'assignation querellée doit être déclarée nulle. Qu'en effet, s'agissant d'une telle nullité, il n'est point besoin de justifier d'un grief : « les exceptions de nullité **fondées sur l'inobservation des règles de fond relatives aux actes de procédure** doivent être relevées d'office lorsqu'elles ont un caractère d'ordre public et être accueillies sans que celui qui les invoque ait à justifier d'un préjudice et alors même que la nullité ne résulte d'aucune disposition expresse » (article 137 du code de Procédure civile).

Attendu qu'il convient d'annuler l'assignation en date du 28 juillet 2022 pour défaut de pouvoir du Directeur Général ;

SUR LA DEMANDE RECONVENTIONNELLE

Attendu que la BSIC et ORABANK ont sollicité reconventionnellement la condamnation de SIMS SARL au paiement de dommages intérêts pour procédure abusive et vexatoire ;

Attendu que la vacuité de la présente instance résultant d'une décision tranchant le litige en la forme, et n'autorisant pas la connaissance des questions de fond, seules à même de permettre à la juridiction de céans d'apprécier la quintessence des arguments du demandeur, éventuellement les abus dénotant d'une intention et une volonté de nuisance, suggère le rejet de cette demande, l'action en justice étant un droit pour toute personne ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard des parties en matière commerciale, et en premier et dernier ressort :

En la forme :

- Déclare nulle l'assignation de la Société Internationale de Matériel et des Services pour défaut de pouvoir du Directeur Général ;
- Rejette les demandes reconventionnelles de BSIC et ORABANK comme étant mal fondées ;
- Condamne SIMS et SAHEL BTP aux dépens ;

Avis du droit de pourvoi : Un (1) mois à compter de son prononcé par dépôt d'acte de pourvoi au greffe du tribunal de commerce de céans ou par voie électronique.

Ont signé les jour, mois et an que dessus ;

LE PRESIDENT

LA GREFFIERE